Enjeux frontaliers et territoriaux au Sahel et au Moyen-Orient

Border issues and territorial stakes in the Sahel and the Middle East

Karine Bennafla et Daniel Meier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/3891>

DOI : 10.4000/ema.3891

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 11-16

ISBN : 9782900956014

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Karine Bennafla et Daniel Meier, « Enjeux frontaliers et territoriaux au Sahel et au Moyen-Orient », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 18 | 2018, mis en ligne le 15 juin 2018, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3891> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3891>

ENJEUX FRONTALIERS ET TERRITORIAUX AU SAHEL ET AU MOYEN-ORIENT

Ce numéro d'*Égypte/Monde arabe* (EMA) livre la deuxième et dernière partie des actes du colloque international organisé par le CEDEJ à Assouan, en janvier 2017, sur le thème « Frontières et recompositions territoriales au Sahel et au Moyen-Orient ». Son objectif était d'interroger les conséquences spatiales et territoriales des « Printemps » arabes ainsi que la place des espaces frontaliers dans un contexte post 2011. Le moment contestataire amorcé en 2010-2011 dans les pays arabes a transformé et attisé les enjeux de frontière et de contrôle territorial, avec un ébranlement des délimitations stato-nationales en tant que cadres d'exercice de la souveraineté étatique. La première partie des communications a été publiée à l'été 2017 dans le numéro 101 de *Confluences Méditerranée* (« La frontière dans tous ses états ») qui au travers des exemples syrien, turc, irakien et malien évoquait le maintien des cadres frontaliers, une transformation des fonctions et de la gestion des frontières nationales, ainsi que l'absence d'esquisse d'une idéologie territoriale alternative suppléant au modèle westphalien.

Plus de sept après la naissance de l'État du Soudan du Sud et le début des « révoltes arabes », le présent numéro poursuit l'exploration du tournant frontalier et territorial au Moyen-Orient en observant comment sont gérés sur le terrain les territoires remodelés ou les bordures frontalières, y compris l'accès à leurs ressources. Quelles renégociations des relations entre État, société et territoire s'opèrent ? Quels acteurs et quelles logiques politico-administratives s'entremêlent ? Ce volume entend également soulever dans la dernière partie des questions de portée plus générale relatives à l'Islam, à l'histoire et au concept de « frontiérisation ».

Ce numéro d'EMA déborde du monde arabe pour couvrir une aire géographique élargie au Sahel (Tchad, Soudan, Somaliland, Érythrée) dépassant ainsi un clivage fréquent entre l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient : l'histoire longue, comme l'actualité, rappellent le caractère factice de cette scission, de surcroît vue d'Égypte, où une longue page d'histoire commune est partagée avec le Soudan. Le cas égyptien n'est pas traité dans cette

mouture, malgré la situation de « stress territorial » aigue de l'État sur tous ses confins, liée en partie aux mouvements djihadistes et qui rendent l'accès au terrain délicat. Des attentats réguliers contre les forces de l'ordre dans le Sinaï sont perpétrés depuis cinq ans par Wilayet Sinaï, en dépit du blocus de la frontière égyptienne avec la bande de Gaza, auxquels répondent une militarisation accrue (cf. l'opération « Sinaï 2018 ») et des plans annoncés de développement régional. Un autre front s'est ouvert dans le désert occidental égyptien, voisin de la Libye, visé par des attaques du groupe Ansar al-islam, comme celle de Bahariya (octobre 2017). Quant à la région disputée de Halayeb¹ à la frontière sud-est, en bordure de la mer Rouge, et qui est administrée de fait par l'Égypte, elle reste une source de tensions avec le Soudan, comme l'a rappelée la crise de janvier 2018 déclenchée par la cession soudanaise d'une île à la Turquie. Cette crise fait d'ailleurs écho à un autre différend frontalier, celui des îles Tiran et Sanafir à l'entrée du golfe d'Aqaba dont l'intégration à l'Arabie Saoudite en 2016 a suscité une vive polémique en Égypte, ponctuée de rebondissements juridiques. Il n'est pas certain que le projet saoudien pharaonique de zone d'investissement transfrontalière avec l'Égypte et la Jordanie (*Neom*) annoncé en octobre 2017 par le prince héritier Mohammed Ben Salmane suffise à solder l'affaire.

Croisant des recherches en cours appuyées sur des expériences de terrain, au Moyen-Orient et dans la zone sahélo-saharienne, cette livraison d'*EMA* accorde une attention particulière à l'administration et au contrôle des espaces de confins, dans un contexte actuel souvent conflictuel et/ou militarisé. L'ambition de ce volume est de fournir des clés de compréhension des changements territoriaux en cours en accordant une large place aux travaux de jeunes chercheurs.

Les trois premiers articles traitent de la région sahélo-saharienne à des échelles complémentaires. Se plaçant à une échelle micro, Alessio Iocchi aborde les bouleversements fonciers et socioéconomiques qui secouent depuis plusieurs années la région transfrontalière du lac Tchad, dans un contexte de raréfaction des ressources agro-pastorales, de compétition foncière accrue, de malaise social et de criminalisation des trafics. Il met ainsi en exergue l'attrait initial de l'insurrection armée Boko Haram pour des jeunes gens bloqués par des structures de pouvoir traditionnelles et qui espèrent trouver dans cette adhésion une stratégie de débrouille et d'accumulation économique. Mais les violences et les déplacements forcés de population depuis 2011 affectent profondément la stabilité sociale et l'ordre territorial de la région sahélienne. Les missions d'urgence humanitaire et les interventions

1. Voir l'étude fine menée par Ayman Aboulela en 2016, *L'organisation du pouvoir dans une région disputée. L'ambivalence des identités à Halaïb et Shalatiné*, mémoire de master, USJ, Beyrouth, 160p.

militaires recrudescentes qui s'y déploient alimentent une situation de dépendance et de précarité.

À une échelle macro, Ismaël Maazaz livre une analyse davantage géopolitique, observant l'influence tchadienne en Libye depuis la mise en place d'un pouvoir polycéphale après la chute de Kadhafi. À la fin des années 2000, le positionnement de plus en plus « extraverti » des acteurs étatiques et non-étatiques tchadiens, lié à la fois au programme d'exploitation pétrolière avec le Cameroun et à une rente de situation militaro-stratégique au centre du continent, confère désormais au Tchad un rôle dans la reconfiguration des frontières et du territoire libyens. En attestent la fermeture, à l'initiative tchadienne, de sa frontière avec la Libye depuis 2017 et l'instauration d'une zone militaire dans la zone frontalière septentrionale du Borkou-Ennedi-Tibesti, où opère depuis 2016 le Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT), un groupe rebelle. Cette intervention du Tchad en Libye constitue un renversement historique des rôles dans la mesure où la Libye est largement intervenue dans la formation de l'État tchadien en servant de base-arrière aux groupes rebelles tchadiens.

Interpellé par la récurrence des litiges dans un village malien frontalier de la Guinée depuis les années 1930, Yves Béringue y observe, avec un regard d'historien, le processus d'affirmation d'une identité nationale dans une région aux identités pourtant mêlées, le Wassoulou, au sud du Mali. Comme Alessio Iocchi, il souligne l'impact de la crise foncière, des enjeux économiques (ici miniers) et de l'incertitude sociale dans l'émergence de tensions locales. Celles-ci débouchent sur une instrumentalisation des frontières nationales, la mobilisation de récits historiques et d'identités « traditionnelles ». Face au besoin de frontières manifesté par les villageois maliens, la gestion des espaces frontaliers par l'État dans les années 1960, puis les années 1990-2000 a longtemps été celle d'une intégration régionale et d'une coopération transfrontalière (avec la promotion du concept de « pays-frontières »), en décalage flagrant avec la dimension violente de la frontière vécue localement. Ce n'est qu'en 2016 qu'un virage a été amorcé, avec un discours et une politique malienne qui préconisent la sécurité et la sauvegarde de la souveraineté nationale et un renforcement de la présence de l'État à la frontière, non sans lien avec l'implosion territoriale de 2013.

La deuxième partie du numéro revient justement sur les enjeux de contrôle territorial avec des exemples étatiques concernés par des sécessions territoriales et des tentatives, plus ou moins abouties, de statogenèse : l'Irak, le Soudan et le Somaliland.

Cyril Roussel évoque le processus autonomiste kurde en Irak en se concentrant sur la délimitation frontalière de la région kurde avec le reste du territoire irakien. Cette problématique a été ravivée depuis 2005 par la reconnaissance constitutionnelle d'une région kurde autonome. La zone de peuplement mixte (arabe, kurde, turkmène principalement) située au sud des trois provinces kurdes (Dohouk, Erbil, Sulaymaniyeh) constitue un enjeu pour la construction

d'un État kurde économiquement viable. Cette zone de transition est traversée par des limites méridionales mouvantes : la ligne floue de la *green line* (1991) issue du retrait des troupes irakiennes, et à partir de 2014, la ligne de front instable entre peshmergas et djihadistes. Les populations de ces « territoires disputés » ont successivement été visées par une stratégie de peuplement arabe sous Saddam Hussein, puis une stratégie de protection/clientélisation déployée par les partis kurdes après 2005, avant de passer sous le contrôle des peshmergas kurdes dès 2014, dans un contexte d'affrontements avec l'organisation État islamique. La tenue du référendum sur l'indépendance du Kurdistan en septembre 2017 a rebattu les cartes : la contre-offensive des forces pro-irakiennes en octobre 2017, soutenue par l'Iran et une partie de la communauté internationale, s'est soldée par le retour des territoires disputés dans le giron de Bagdad et a conduit à une rétraction de la région kurde sur la *green line*, faisant perdre à la région autonome la manne de l'exploitation pétrolière et des points de passage frontaliers. Cyril Roussel souligne le jeu des puissances régionales et internationales, tolérantes à l'égard de l'autonomie kurde tant que ne sont pas remises en cause les frontières nationales et l'intégrité de l'État irakien.

À rebours d'une région kurde aux tentatives d'indépendance régulièrement avortées, Géraldine Pinauld et Nathalie Coste suggèrent, pour mieux comprendre les dynamiques territoriales en cours au Moyen-Orient, de comparer deux statogénèses abouties, celle du Somaliland en 1991 (non reconnue internationalement) et celle du Sud Soudan en juillet 2011. Si la genèse d'État survient après des dynamiques communes de marginalisation spatiale et socio-politique et/ou de faillite d'État, elle procède de revendications et de moyens divergents : au Somaliland prévalait l'objectif de renverser la dictature de Siyad Barré et la sécession déclarée unilatéralement en 1991 signe, avec la déclaration d'indépendance, le début de construction de l'État et de ses institutions hybrides (intégrant l'élément clanique) : car, pour le monde somali, « l'identité de papier n'est pas prise au sérieux dès lors que la mobilité est une nécessité » ; au Soudan du Sud, le projet de sécession en germe dès 1967 et réaffirmé dès la fin 2005 montre une statogénèse anticipée et préparée, à l'issue d'une phase de négociations avec l'État amputé, sans que cela ne gage du tout d'un fonctionnement ou de fondements étatiques plus sûrs. Dans les deux situations, les autrices soulignent la réappropriation de l'histoire coloniale et le retour aux frontières spatiales identitaires antérieures.

Raphaëlle Chevrillon-Guibert et Michaela Göken abordent la gestion territoriale du territoire rétréci soudanais, la première via la gestion étatique et la gouvernance de l'exploitation minière artisanale (l'or), la seconde en examinant des efforts juridiques pour combattre le trafic de personnes à travers le territoire soudanais. Le boom minier depuis les années 2000 et l'augmentation du nombre d'orpailleurs aux méthodes artisanales, parfois venus des pays voisins, attisent le désir de contrôle de ce secteur de la part du gouvernement soudanais. La légalisation des détecteurs a permis, entre autres, le développement des

activités artisanales et la création de sites spécialisés de transformation et d'extraction finale, tel celui d'Abu Hamed (État du Nil). De tels sites où se concentrent les activités assurent aux autorités davantage de contrôle par rapport aux gisements disséminés sur le territoire. La concurrence est vive au sein même de l'appareil d'État et entre échelons territoriaux pour capter la rente minière, sans compter que le gouvernement central soudanais n'est pas l'unique autorité régissant le secteur artisanal : il doit composer avec d'autres acteurs (chefs coutumiers, notabilités locales), faisant ainsi ressortir la variabilité et la fluidité des rapports État/société/territoire. Dans son analyse des trafics humains au Soudan, Michaela Göken souligne la récente reconnaissance étatique de ce problème et le lancement, dès 2014, d'une campagne anti-traffic menée avec les agences des Nations Unies. Dans son évaluation critique de celle-ci, elle insiste sur l'importance d'une prise en compte des droits des individus, surtout des enfants, qui ont fait l'objet et survécu aux trafics d'humains. Pointés par les organisations internationales comme étant encore sous-représentés dans la loi soudanaise de lutte contre le trafic d'êtres humains (2014), les principes de protection et de prévention sont la pierre angulaire d'une distinction à effectuer entre lutte contre le trafic de personnes et lutte contre la contrebande, souvent rassemblées dans des campagnes uniques.

La troisième et dernière partie du numéro regroupe des articles de portée plus générale ou théorique. Dans une analyse de l'histoire coloniale des territoires administrés par la Couronne britannique dans la région du Golfe, Richard Schofield vient tempérer les explications qui imputent aux seuls accords Sykes-Picot l'état actuel des frontières moyen-orientales. Évoquant l'héritage des pratiques britanniques de « frontiérisation » au Moyen-Orient avant la Première Guerre mondiale, notamment au Yémen et au Koweït, l'auteur montre l'importance que le rapport de force avec l'empire ottoman a joué dans l'émergence de la pensée territorialiste où lignes et zones d'influence terrestres et maritimes ont pris corps, ouvrant la porte aux accords Sykes-Picot, une fois les Ottomans mis hors-jeu.

L'article de Daniel Meier explore de façon critique l'apport conceptuel des *border studies* en essayant de pointer les enjeux et les limites de ces conceptualisations dans l'aire Moyen-Orient/Sahel. Il met en avant la nécessité de rompre avec la logique wébérienne qui réduit la frontière à une ligne, sorte d'enveloppe de la souveraineté de l'État, au profit d'une pensée à la fois plus interdisciplinaire – croisant géographie, science politique et socio-anthropologie – et conceptualisant la frontière comme un processus, au diapason des recherches les plus récentes dans le domaine des *border studies*, celui de la « frontiérisation » (*bordering*). Évaluant plusieurs concepts récemment utilisés, comme régions frontalières (*borderlands*), frontières réseaux (*networked borders*) ou frontiérité (*borderity*), il en évalue la portée et les limites pour l'aire Moyen-Orient / Sahel avant de suggérer, à partir d'une recherche de

terrain au Sud Liban, tout l'intérêt du concept de *borderscape*, entendu comme la réappropriation par les acteurs de l'espace de confins.

Enfin, Bashir Al-Sharif s'interroge sur le sens et la place des frontières dans l'idéologie des groupes islamistes, rappelant que les frontières du « califat » sont avant tout déterminées par la présence de la communauté des croyants (*Oumma*). La guerre d'Afghanistan a marqué un tournant, avec la désignation d'un ennemi lointain (les États-Unis) et un discours de lutte mondiale contre les juifs et les Croisés. Ce n'est que récemment, après la création d'Al Qaïda, puis l'apparition de l'organisation État islamique en Irak et au Levant qu'a été formalisée puis actée une volonté de supprimer les frontières définies par Sykes-Picot, néfastes pour l'unité de la *Oumma*. Pourtant là aussi, la résilience des tracés stato-nationaux a été forte. L'entreprise de l'organisation de al-Baghdadi a été contestée par les régimes, autoritaires ou démocratiques, qui semblent avoir trouvé dans la frontière une sorte de valeur refuge, un dénominateur commun.

Les expériences avortées ou réussies de statogenèse nous disent ainsi combien le travail de déconstruction d'une frontière doit être profond pour en faire apparaître une autre. Elles rappellent également combien sont ancrées les représentations des frontières dans les pratiques et les esprits. Au final, le tournant frontalier amorcé avec les « printemps arabes » a fait long feu et se signale par la réaffirmation des démarcations anciennes, d'origine coloniale (Soudan) ou non (région kurde autonome). La majorité des contributions révèle aussi que les déterminants économiques et leurs acteurs jouent ou continuent de jouer un rôle central dans les dynamiques de recomposition et de contrôle territoriales.